

La Coupe du monde 2014 des défaillances d'entreprises : Les pronostics pays d'Euler Hermes

- À l'échelle mondiale, le nombre total de défaillances devrait diminuer mais rester supérieur à son niveau d'avant la récession
- La reprise reste hétérogène du fait de la persistance de risques

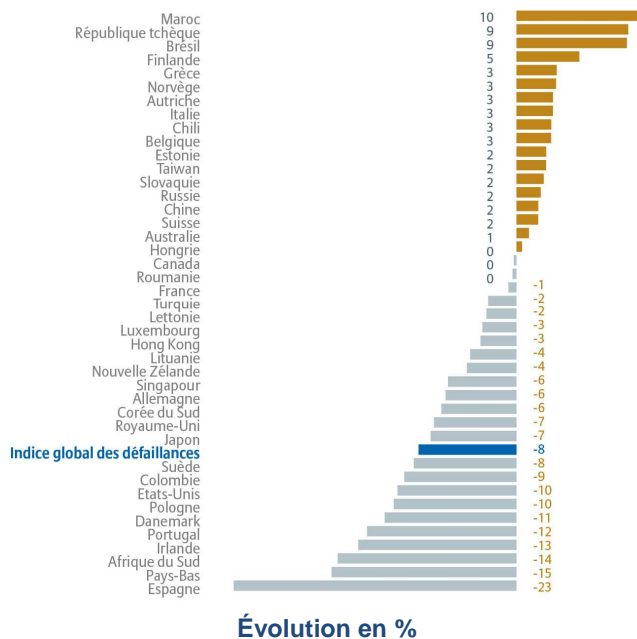
PARIS – LE 17 JUIN 2014 – À l'échelle mondiale, le nombre de défaillances devrait reculer de 8% en 2014 mais rester 13% au-dessus des niveaux d'avant-crise, selon les dernières perspectives économiques mondiales [d'Euler Hermes](#).

L'environnement macroéconomique et financier attendu en 2014-2015 devrait permettre aux défaillances d'entreprises d'enregistrer leur cinquième année consécutive de baisse. Dans les économies avancées, la croissance du PIB devrait se redresser (+2 % en 2014), tandis que les pays émergents (dont la croissance est estimée à +4,3 % cette année) continueront de faire preuve de résistance, alors que la frénésie liée aux politiques monétaires non conventionnelles retombe.

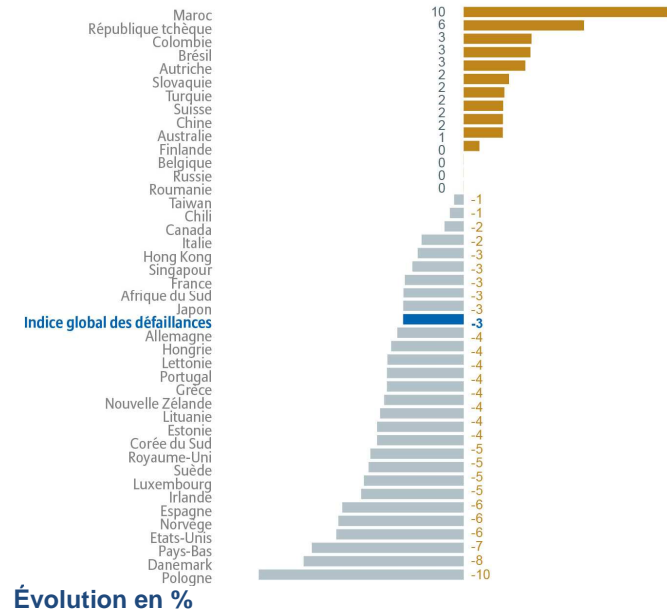
« De manière générale, l'année 2014 semble prometteuse, mais cela ne signifie pas nécessairement que les entreprises sont toutes remontées en première division », souligne Wilfried Verstraete, Président du Directoire d'Euler Hermes. « Si les résultats opérationnels s'améliorent, bon nombre d'entreprises voient leur chiffre d'affaires stagner, ce qui témoigne d'une intensification de la concurrence et de la persistance de turbulences. En outre, la baisse du nombre de défaillances ne doit pas éclipser le fait que le risque d'impayés demeure une réalité dans un monde où la croissance accélère. »

L'étude menée par Euler Hermes dans 42 pays montre que le volume mondial de défaillances ne devrait pas retrouver ses niveaux d'avant-crise d'ici 2015. La baisse attendue en 2015 sera limitée (-3%), en particulier en Europe.

Défaillances en 2014



Défaillances en 2015





Nos pronostics pays

Les analyses d'Euler Hermes par pays, secteur et taille d'entreprise mettent en lumière une reprise du tissu industriel très hétérogène, révélant quatre grandes poches de risques :

- Dans certains pays – Allemagne, Autriche, Canada, États-Unis, Japon et autres pays du Sud-Est asiatique, Royaume-Uni et Suisse – le nombre de défaillances est déjà redescendu à de bas niveaux. Les défaillances connaîtront une baisse plus limitée en 2015, voire une hausse, selon l'évolution des conditions économiques. Outre le changement rapide de l'environnement des affaires, la diversité des profils de risque sectoriels pourrait contribuer à un niveau total de défaillances supérieur aux prévisions.
- Les pays européens dont le secteur privé a le plus pâti des plans d'austérité (c'est-à-dire l'Espagne et le Portugal) commenceront à connaître une nette amélioration, résultat des efforts fournis au cours des années précédentes. La compétitivité retrouvée et le regain de confiance des investisseurs porteront leurs premiers fruits ; l'augmentation potentielle des échanges commerciaux au sein et en dehors de l'Europe déterminera l'intensité de cette tendance positive. Cependant, ces économies comptent un grand nombre de secteurs exposés aux faillites, qu'il s'agisse d'entreprises affaiblies par une demande intérieure restée longtemps déprimée (Europe du Sud) ou plus sensibles au cycle économique (Europe du Nord).
- Les marchés émergents comme le Brésil, la Chine, la Russie et la Turquie seront confrontés à une instabilité extérieure et des vents contraires, ainsi qu'à un ralentissement de la croissance lié à l'évolution des *business models*. Cet environnement continuera d'affecter fortement la rentabilité et la solvabilité des entreprises, freinant le développement de chaînes d'approvisionnement solides. Dans ce contexte, le phénomène de rattrapage dans ces économies – en termes de PIB nominaux – s'accompagnera d'une augmentation des défaillances.
- Dans certains pays d'Europe occidentale – Belgique, Finlande, France, Grèce, Italie et Luxembourg notamment -, les défaillances d'entreprises restent élevées. Les pays d'Europe centrale et orientale rencontrent les mêmes difficultés en raison d'un effet domino : les faillites ne diminueront que de 2 % en 2014. Outre les projets de réformes structurelles, des mesures cycliques ciblées et efficaces seront nécessaires pour soutenir la reprise.

« Nous anticipons bien une nouvelle diminution des défaillances en 2014 et 2015, mais nous ne voyons toujours aucun signe de retour aux niveaux d'avant-crise », observe Ludovic Subran, Chef économiste d'Euler Hermes. « Au-delà de la tendance baissière des défaillances d'entreprises, le défi consiste à identifier les pays qui connaîtront effectivement une réduction significative du risque d'impayés. Les autres resteront pénalisés par des « entreprises zombies », qui produisent de la trésorerie mais sont incapables d'attirer suffisamment d'activité pour rembourser leurs dette – mettant potentiellement en danger leurs fournisseurs ».

Contacts media :

Euler Hermes France

Sophie Rémy +33 (0)1 84 11 54 31
Sophie.remy@eulerhermes.com

Publicis Consultants

Romain Sulpice +33 (0)1 44 82 46 21
romain.sulpice@mslfrance.com

Euler Hermes Group

Rémi Calvet +33 (0)1 84 11 61 41
remi.calvet@eulerhermes.com

N°1 de l'assurance-crédit en France, **Euler Hermes France**, filiale du groupe Euler Hermes, contribue au développement rentable des entreprises en garantissant leur poste client.



Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance-crédit et un spécialiste reconnu dans les domaines du recouvrement et de la caution. Avec plus de 100 années d'expérience, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients. Son réseau international de surveillance permet d'analyser la stabilité financière de PME et de grands groupes actifs dans des marchés représentant 92% du PIB global. Basée à Paris, la société est présente dans plus de 50 pays avec plus de 6.000 employés. Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à NYSE Euronext Paris (ELE.PA). Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's et Dagong. La société a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,5 milliards d'euros en 2013 et garantissait pour 789 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde fin 2013. Plus d'information: www.eulerhermes.com, [LinkedIn](#) ou Twitter [@eulerhermes](#).

Réserve : Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme " peut ", " va ", " devrait ", " s'attend à ", " projette ", " envisage ", " anticipe ", " évalue ", " estime ", " prévoit ", " potentiel " ou " continue ", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes. La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.